

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 22 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



FPT Powertrain Technologies France SA

5 rue Pierre Timbaud
B.P. 49
58600 GARCHIZY

Références : 220469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement FPT Powertrain Technologies France SA implanté 5 rue Pierre Timbaud B.P. 49 58600 GARCHIZY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action coup de poing incendie. L'objectif de l'inspection est aussi de faire un point sur les actions en cours suite à l'incendie du 16 juillet 2021 rendant totalement inopérant le bâtiment B1 et les réflexions en cours sur la reconstruction de ce bâtiment et le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FPT Powertrain Technologies France SA
- 5 rue Pierre Timbaud B.P. 49 58600 GARCHIZY
- Code AIOT dans GUN : 0005401333
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société FPT Powertrain Technologie France est une filiale du groupe IVECO, spécialisée dans la rénovation et l'entretien de moteurs, principalement de poids lourds appartenant au groupe.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action régionale coup de poing incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte incendie – Matériel de lutte contre les sinistres	Arrêté Préfectoral du 14/11/1994, article A6.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incendie du 16 juillet 2021, l'exploitant est en pleine réflexion concernant :

- la reconstruction du bâtiment B1,
- le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction
- le volume de confinement des eaux d'incendie.

L'exploitant étudie ces sujets en collaboration avec le SDIS et prévoit de déposer un porter-à-connaissance d'ici fin 2023 sur ces points.

La présente inspection a montré que l'exploitant investissait dans une "remise à niveau" de ses dispositifs de lutte contre l'incendie. Le sujet semble bien maîtrisé par l'exploitant.

Un extincteur est inaccessible dans le local de stockage des déchets. L'exploitant doit prendre les dispositions pour rendre l'ensemble de ses moyens de lutte contre l'incendie accessibles en toutes circonstances.

Dans l'attente de la construction du futur bâtiment B1 et du renforcement des dispositifs d'extinction, l'exploitant doit s'assurer de la suffisance des hydrants en cas d'incendie. L'exploitant doit être en mesure de tenir à disposition de l'inspection des installations classées les mesures correctives mises en oeuvre pour répondre aux besoins en moyens de lutte contre l'incendie avant les travaux de reconstruction du bâtiment B1.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Constats : Le site est équipé d'un réseau d'alarme assez ancien. Des travaux sont en cours pour le mettre à niveau. Les procédures d'urgences incendie ont bien été appliquées lors de l'incendie de 2021. Au niveau de la surveillance des accès au site, un sous-traitant en est chargé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – Matériel de lutte contre les sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1994, article A6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : Le matériel de lutte contre les sinistres ainsi que les agents d'extinction doivent être adaptés aux feux et produits à combattre. Les agents d'extinction sont choisis : <ul style="list-style-type: none">- pour ne pas créer de réactions dangereuses avec les produits en flamme ou mis en contact,- pour limiter l'entraînement par les eaux d'extinction, de produits dangereux, polluants ou toxiques, afin d'éviter les pollutions accidentelles des eaux.

Le matériel, volumes en réserve et débits sont établis en rapport avec l'importance et les risques présentés par les installations.

Le réseau d'incendie et l'ensemble du matériel d'incendie doivent être conformes aux normes en vigueur.

Pour les usages communs, l'établissement est doté :

- d'un réseau d'incendie alimenté par une pression suffisante et utilisable en période de gel,
- de robinets normalisés armés accessibles répartis dans l'ensemble de l'établissement,
- d'extincteurs fixes et mobiles adaptés aux feux à combattre, contrôlés périodiquement et répartis en différents points de l'usine,
- d'interrupteurs et disjoncteurs à manœuvrer en cas de feu, peints en rouge.

Les aires de circulation nécessaires aux services de secours doivent rester dégagées en permanence. En cas de travaux, la signalisation des déviations est mise en place au préalable.

Constats : L'incendie de 2021 a mis en évidence une insuffisance des hydrants. Des études sont en cours, en collaboration avec le SDIS 58 pour dimensionner les besoins en eaux d'extinction et le dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction.

Les discussions sont toujours en cours car :

- le bâtiment B1, inutilisable depuis l'incendie de 2021, n'est pas encore démoli : la démolition est prévue pour décembre 2022,
- le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction et en rétention dépendent des dimensions du futur bâtiment et des dispositions constructives mises en place : aujourd'hui, la réflexion de l'exploitant porte sur le compartimentage des futurs entrepôts, l'installation d'un dispositif de sprinklage, et de séparer le futur bâtiment des bâtiments mitoyens.

L'exploitant prévoit de déposer un porter-à-connaissance en préfecture une fois fixé sur les dimensions du futur bâtiment et des dispositifs de lutte contre l'incendie.

Concernant les dispositifs de lutte contre l'incendie en place actuellement :

- le bâtiment B4 n'est pas équipé de RIA, seul le bâtiment B1 en était équipé,
- des extincteurs sont présents dans l'ensemble du site, adaptés aux produits utilisés : **un extincteur est inaccessible dans le local déchet (Non-conformité),**
- l'établissement est équipé de dispositifs de désenfumages uniquement dans les bâtiments B2 et B6.

Ces moyens sont amenés à évoluer dans le cadre du porter-à-connaissance concernant la reconstruction du bâtiment B1.

En raison du périmètre de sécurité autour du bâtiment B1 et de la modification du réseau d'alimentation d'eau potable, 3 bornes incendie internes ne sont plus alimentés en eau et ne sont plus accessibles ; les voies de circulation sont restreintes. Un deuxième accès, situé rue de la vallée par le biais du site voisin (ADN), permet aux moyens de secours d'accéder à la partie Cour Nord du site.

Dans l'attente de la construction du futur bâtiment B1 et du renforcement des dispositifs d'extinction, l'exploitant doit s'assurer de la suffisance des hydrants en cas d'incendie. L'exploitant doit être en mesure de tenir à disposition de l'inspection des installations classées les mesures correctives mises en oeuvre pour répondre aux besoins en moyens de lutte contre l'incendie avant les travaux de reconstruction du bâtiment B1.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prescriptions particulières – Atelier d'essais des moteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1994, article B1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : Il est interdit d'entreposer dans l'atelier d'essais des moteurs des liquides inflammables. [...] Des extincteurs portatifs pour feux d'hydrocarbures (à l'exclusion d'extincteurs au bromure de méthyle) de capacité minimum de 8 litres, toujours entretenus en bon état de fonctionnement, doivent être disposés dans la salle d'essais. Les éléments de construction de l'atelier doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes : <ul style="list-style-type: none">- parois coupe-feu de degré 1 heure,- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 1 heure,- portes pare-flammes de degré une demi-heure. Cet atelier ne doit pas être surmonté d'étages occupés ou habités par des tiers.
Constats : Toutes les cabines d'essais des moteurs sont installés dans le bâtiment B4. Il n'a pas été observé la présence de liquides inflammables. 2 extincteurs CO2 de 5kg et un extincteur à poudre ABC sont présents. Un détecteur de flamme est installé dans le banc d'essai. L'exploitant projette l'installation d'un sprinklage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – Registre de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1994, article A6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : Le responsable de la sécurité doit tenir un registre de contrôle, d'entretien et de manœuvre des dispositifs de lutte contre l'incendie. Sur ce cahier, doivent figurer : - les dates des visites de contrôle de ces dispositifs ainsi que les observations faites par les visiteurs et toutes les anomalies de fonctionnement qui seront constatées, - les dates des exercices effectués ainsi que toutes observations ayant trait aux interventions éventuelles. Ce registre doit être tenu en permanence à la disposition des services publics de lutte contre l'incendie et de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les contrôles des dispositifs de lutte contre l'incendie sont réalisés annuellement. Les rapports de contrôle pour l'année 2021 ont été transmis dans le cadre de suites de la dernière inspection. Pour 2022 : Le contrôle des dispositifs de désenfumage, existants uniquement dans les bâtiments B2 et B6, était en cours lors de l'inspection. Le contrôle des autres dispositifs est prévu en juin 2022 par les pompiers de Bourbon-Lancy.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens organisationnels (ESI, EPI, etc)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1994, article A6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer d'une protection de premier secours bien étudiée, permettant à tout moment d'attaquer un sinistre en attendant les secours extérieurs et d'alerter ces derniers dans le plus court délai possible, de jour comme de nuit. Un code de sonnerie permet d'alerter le personnel. Des exercices de lutte contre l'incendie sont effectués périodiquement, l'espacement entre deux exercices ne pouvant excéder un trimestre.
Constats : L'établissement dispose de 20 employés formés SST et de 6 pompiers de seconde intervention. L'exploitant prévoit de former une quarantaine d'employés au maniement des extincteurs en juin/juillet 2022. L'exploitant prévoit de réaliser 2 exercices de lutte contre l'incendie par an. Un exercice d'évacuation a eu lieu en juin 2021 et le suivant est prévu en juin 2022. L'exploitant est invité à réaliser des exercices axés sur la protection de l'environnement : par exemple, en cas de pollution accidentelle, test des procédures d'obturation des réseaux, etc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – Plan de lutte contre les sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1994, article A6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : Le plan de lutte contre les sinistres est établi en accord avec le représentant de la direction départementale des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan de lutte contre les sinistres a été transmis suite à la dernière inspection. Il sera amené à évoluer dans le cadre de la reconstruction du bâtiment B1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1994, article A6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : Des consignes affichées et commentées au personnel doivent énoncer les précautions à prendre pour prévenir les incendies, explosions et émanations toxiques. Les consignes sont rendues obligatoires aux membres des entreprises extérieures, aux livreurs et à la clientèle. Elles traitent entre autres : des interdictions de fumer ou de feux nus, de l'enlèvement des poussières ou des déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie ou d'une explosion, de la délivrance de permis de feu, des modalités de gardiennage ou de surveillance, le code des signaux d'alerte, la conduite à tenir en cas de sinistre.
Constats : Chaque salarié reçoit les consignes de sécurité lors de son arrivée. Ces consignes sont affichées aux endroits de passage et aux ateliers de travail sur l'ensemble du site. Les entreprises extérieures sont sensibilisées aux consignes et doivent les respecter. Des rondes de surveillance ont lieu la nuit et le week-end. L'exploitant prévoit d'installer un dispositif de télésurveillance avec sécurité intrusion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations
Prescription contrôlée : La liste des installations classées annexée à l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1994 est remplacée par le tableau joint au présent arrêté.
Constats : Par courrier en date du 27 janvier 2022, l'exploitant a transmis un courrier de demande de mise à jour de son classement ICPE, suite à des modifications sur le site et des modifications de classement dans la réglementation. Les modifications ne sont pas substantielles et ne modifient pas le classement ICPE de l'établissement, qui reste au régime de l'autorisation pour la rubrique 2931 (bancs d'essais de moteurs). La bâtiment B1, détruit lors de l'incendie de 2021, était équipé de 2 bancs d'essais de moteurs de forte puissance. Aujourd'hui, la puissance totale des bancs d'essais dans le bâtiment B4 est de 232 kW. Pour la rubrique 2560-2, le site est classé à déclaration avec contrôle au lieu d'enregistrement (puissance de 203 kW au lieu de 3660 kW). Le site n'est pas concerné par la rubrique 2713 (transit de métaux et déchets de métaux) et est maintenant soumis à déclaration pour les rubriques 1532-2-b (stockage de bois) et 2925-1 (accumulateurs). L'établissement n'est plus classable pour la rubrique 4734-2 (produits pétroliers) au vu des volumes actuels et les rubriques 2564-1, 2921-2, 355A et 405A1 sont toujours à l'arrêt. L'inspection des installations prend acte du nouveau classement des installations classées sur le site de Garchizy.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1994, article A2.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Ces eaux doivent pouvoir être retenues et ne peuvent être rejetées hors de l'établissement qu'après avoir subi des analyses et un traitement approprié au respect de la qualité des eaux du milieu récepteur. Afin de prévoir leur confinement à l'intérieur du site, des systèmes d'obturation à commandes manuelles ou automatiques sont installés sur les émissaires prévus à l'article A2-3 précédent.
Constats : Les eaux d'extinction d'un incendie sont aujourd'hui retenues dans les canalisations du réseau des eaux. Le dimensionnement des dispositifs de rétention des eaux d'extinction d'un incendie sera réétudié dans le cadre de la reconstruction du bâtiment B1. L'établissement est équipé de 4 ballons obturateurs à commande manuelle. Deux d'entre eux ont été remplacés après l'incendie de juillet 2021. Avant cela, les obturateurs ont été contrôlés le 16 septembre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1994, article A2.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les consignes incendie de l'établissement prévoient leur mise en œuvre dès le début d'un sinistre.
Constats : Lors de l'incendie de juillet 2021, la décision d'obturer le réseau d'eau a été pris 1h après le départ de feu, en lien avec le SDIS. L'exploitant s'est assuré de la bonne prise en compte de cette prescription et les consignes de déclenchement des obturateurs mentionne bien la nécessité d'obturer les réseaux immédiatement en cas de pollution sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence et dimensionnement de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1994, article A6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les toitures des locaux exposés au risque d'incendie doivent être munies de trappes de désenfumage régulièrement réparties d'une surface totale au moins égale à 1 % de la surface au sol du local.
Constats : Les bâtiments B2 et B6 sont équipés de dispositifs de désenfumage. Les commandes sont accessibles et placées à proximité des accès. L'exploitant est invité à matérialiser les accès aux commandes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet